

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et des droits de l'Homme
Numéro 123, Février 2020
Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson
Commentaires.

De sa première réunion en janvier 1946 au 13 février 2020, le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a jamais eu de débat axé uniquement sur la justice transitionnelle. Grâce au gouvernement belge, qui a présidé le Conseil en février, cette longue sécheresse est terminée. Et, a déclaré le Centre international pour la justice transitionnelle, "Le taux de participation élevé des États membres a été positivement surprenant, alors que plus de 60 orateurs se sont inscrits pour présenter leurs déclarations officielles. Quelques minutes avant le début du débat à 10 heures, la salle du Conseil de sécurité était remplie pour une session qui a duré jusque dans la soirée." <https://www.ictj.org/news/landmark-uns-c-discussion-transitional-justice>

Michelle Bachelet, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a ouvert la session avec une déclaration qu'elle a prononcée par vidéo de Genève. Elle a commencé par dire simplement: "Nous savons qu'une paix durable est liée à la justice, au développement et au respect des droits de l'homme". Elle a pris note des récents développements au Soudan (voir ci-dessous) et a évoqué sa propre expérience au Chili. Elle s'est ensuite tournée vers la situation au Guatemala en disant:

Le Guatemala se distingue par son rapport final historique de la Commission Vérité «Memoria del Silencio» (1999). Le rapport fournit un compte-rendu faisant autorité des violations des droits de l'homme pendant le conflit, donnant la parole aux victimes et analysant la dynamique qui sous-tend 36 ans de conflit. Il a joué un rôle déterminant dans la promotion des droits des victimes, notamment dans plusieurs affaires judiciaires de grande envergure sur les violences sexuelles liées aux conflits et d'autres délits, qui ont abouti à des ordonnances de réparations centrées sur la victime et transformatrices. Malheureusement, une grande partie de ces progrès est désormais menacée."

<https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25552&LangID=E>

Comme le savent les lecteurs de cette *Nouvelle*, la situation des archives au Guatemala est précaire. Les affaires judiciaires empêchent toujours l'ancien archiviste national et l'ancien directeur des archives de la police. Les archives de la Commission de Vérité et les archives de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala, CICIG) sont toutes les deux aux Archives des Nations Unies à New York, sans accès à la recherche publique. Au Guatemala, l'Archivo General de Centroamerica (les archives nationales) continue de manquer cruellement de ressources en personnel, en fonds et en installations. Les archives de la police (Archivo Histórico de la Policía Nacional, AHPN) sont moribondes.

En juillet 2019, le médiateur des droits de l'homme du Guatemala a déposé un amparo (une demande de protection des droits légaux) auprès de la Cour suprême de justice pour garantir la conservation et l'accès aux records de police. Lorsqu'aucune décision ne fut rendue, le 3 février 2020, le Médiateur, avec des représentants du procureur aux droits de l'homme et de l'Association des étudiants universitaires, a renouvelé la demande lors d'une audience publique.

À la surprise de nombreuses personnes, le 3 mars, la Cour suprême a annoncé son jugement en faveur de la position du Médiateur. Fondant son raisonnement sur l'article deux de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, il a déclaré que le ministère de l'Intérieur ne devait pas "menacer l'intégrité" des archives de la police. Le ministère de la Culture, qui est le siège de l'Archivo général, doit élaborer un plan dans les quatre mois pour ramener le personnel des archives à un nombre suffisant pour poursuivre les travaux, le Congrès doit travailler sur une loi révisée sur les archives et le gouvernement devrait obtenir des conseils auprès d'archivistes nationaux et internationaux. Comme l'a déclaré la militante des droits de l'homme Kate Doyle, c'est une très bonne résolution, mais "nous devons nous rappeler que (1) le gouvernement a toujours la possibilité de faire appel et (2) il y a une grande différence entre la résolution et l'action (au sein de l'AHPN)."

http://www.prensacomunitaria.org/archivo-historico-de-la-policia-nacional-hay-una-disputa-silenciosa-para-que-no-se-conozca-el-pasado/?fbclid=IwAR061EbU6sZwYGbhYZ3fjc9A8hay6Vv17OcGptA_1S8wnkwUa9vL0eAa4So

<https://www.prensacomunitaria.org/csj-ordena-al-ejecutivo-resguardar-y-garantizar-el-funcionamiento-del-archivo-historico-de-la-policia-nacional/?fbclid=IwAR3WqxpZ3T6CAxbyEyawWWtIvvO38wxaDjOhXZi-ZehX4KDBym8A58vuGnY>

Si vous vous demandez, comme je le fais souvent, si toutes les déclarations écrites et politiques sur les archives et les droits de l'homme font une différence, la décision vous rassurera. À la page 42, note 68 de bas de page, la Cour cite la déclaration du 16 juin 2019 publiée par le Conseil international des archives sur les archives de la police guatémaltèque; à la page 49, note de bas de page 78, les juges citent les outils de l'État de droit pour les États sortant d'un conflit: archives publiées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en 2015; et à la page 51, note de bas de page 79, les juges se réfèrent à «L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus: question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (civils et politiques)», communément appelés principes Joinet-Orentlicher. Alors à nous tous concernés par les archives et les droits de l'homme: Continuez à écrire. Et merci à tous les collègues qui ont envoyé des informations sur la Cour et la décision.

Nouvelles du GTDH. Depuis quatre ans, Valentina Rojas Rojo fait partie de l'équipe traduisant chaque numéro des Nouvelles en espagnol. Elle passe maintenant à d'autres responsabilités professionnelles et ne sera plus l'un de nos merveilleux traducteurs. Un très grand merci pour le dévouement et les innombrables heures qu'elle a consacrées, et nous savons qu'elle continuera d'apporter une grande contribution aux archives dans le monde.

Nouvelles Internationales.

Commission Européenne. La Commission a publié sa stratégie européenne en matière de données et les options de politique pour assurer un développement de l'intelligence artificielle centré sur les hommes." Les commentaires sur le Papier Blanc de l'Intelligence Artificielle peuvent être soumis jusqu'au 31 mai 2020 ; les archivistes européens ont besoin de réagir. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_273

Cour Européenne des Droits de l'Homme. Lorsqu'une femme roumaine a rapporté à la police que son ex-mari avait, sans sa permission, accédé à ses courriels et ses comptes Facebook, et " fait des copies de ses conversations privées, documents et photos", la police a refusé d'enquêter. Elle a porté son cas devant la cour qui a ordonné à la " Roumanie de payer la victime d'abus domestique", a rapporté *BIRN*, disant que cette intrusion de la vie privée est une des formes diverses de violence domestique." https://balkaninsight.com/2020/02/12/eu-court-rules-against-romania-in-cyber-domestic-abuse-case/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=e8ae56c812-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-e8ae56c812-319725265

Cour Pénale Internationale. Un membre du Conseil souverain au pouvoir au Soudan " a déclaré aux journalistes lors des négociations de paix avec les groupes rebelles que pour mettre fin aux guerres civiles au Soudan, les parties avaient convenu que la CPI serait parmi les quatre mécanismes de justice transitionnelle au Darfour, qui comprendra également un tribunal pénal spécial et la vérité et la réconciliation au Soudan ", a rapporté *Human Rights Watch* (HRW). Il a déclaré: "Nous avons convenu que tous ceux qui avaient des mandats d'arrêt à leur encontre se présenteraient devant la CPI. Je le dis très clairement. " La CPI a mis en examen l'ancien président soudanais Omar el-Béchir avec 5 chefs de crimes contre l'humanité, 2 chefs de crimes de guerre et trois chefs de génocide. <https://www.hrw.org/news/2020/02/12/sudan-opens-door-icc-prosecutions>

Le Venezuela a demandé à la Cour d'ouvrir une enquête au sujet des sanctions financières américaines contre le pays, a déclaré le ministre des affaires étrangères lors d'une conférence de presse. "Nous croyons que ces mesures coercitives unilatérales sont des crimes contre l'humanité ," selon *AP*. <https://apnews.com/bcd891c15b41fd4a5ef930299e109a92>

Nations Unies. La Fondation Thomson Reuters a publié un éditorial du responsable du Centre des Nations Unies pour les données humanitaires, qui a écrit : "Presque 2,5 quintillions de bits de données sont produites mondialement chaque jour, mais nous n'avons toujours pas assez de données pour comprendre quelques-unes des crises humanitaires telles que celles en Afghanistan, Syrie ou Soudan." <http://news.trust.org/item/20200205170710-56ry0/>

En 2016, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a voté la création d'une base de données des sociétés ("directement active, pris en charge ou profitant de") faisant commerce avec les implantations israéliennes dans les Territoires occupés. Le 12 février, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme a révélé la très attendue base de données, identifiant 112 compagnies. Israël a condamné la diffusion, l'appelant une liste noire. Pour plus d'information, voir *Nouvelles GTDH*, mars et août 2019. www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session43/Documents/A_HRC_43_71.docx ; <https://jcpa.org/un-agency-releases-blacklist-of-companies-involved-in-israeli-settlements/>

UNICEF. UNICEF a publié un rapport sur les pays où les mutilations génitales féminines ont lieu, utilisant les données fondées sur les Etudes Démographiques et sanitaires, les Sondages de groupes relatifs aux multiples indicateurs, et autres études nationales représentatives, de 2014 à 2018." Pendant que " les données représentatives nationalement" montrent une prévalence de la pratique dans 31 pays, elle existe aussi au sein de communautés dans plus de 20 pays en Europe de l'Est, Amérique Latine, Moyen-Orient et Asie du Sud-Est, ainsi que parmi des communautés d'immigrés en Australie, Amérique du Nord et Europe occidentale." La Cible de l'objectif de développement durable des Nations Unies vise à éliminer cette pratique d'ici 2030." <https://data.unicef.org/resources/female-genital-mutilation-a-new-generation-calls-for-ending-an-old-practice/>

Nouvelles générales/du monde.

Records du monde des affaires. L' "Alliance for Corporate Transparency" a analysé les informations "divulguées par 1 000 entreprises européennes sur leurs impacts environnementaux et sociaux en vertu de la directive de l'UE sur les rapports non financiers" couvrant "une partie substantielle de l'année 2018" et a déclaré que la qualité des rapports est "de façon troublante pauvre". "Seulement 1 sur 5 a décrit son processus de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme" et seulement 13,9% ont déclaré "l'alignement de leurs objectifs climatiques sur les objectifs de l'accord de Paris". [https://allianceforcorporatetransparency.org/assets/2019_Research_Report%20Alliance for Corporate Transparency-7d9802a0c18c9f13017d686481bd2d6c6886fea6d9e9c7a5c3cfafea8a48b1c7.pdf](https://allianceforcorporatetransparency.org/assets/2019_Research_Report%20Alliance%20for%20Corporate%20Transparency-7d9802a0c18c9f13017d686481bd2d6c6886fea6d9e9c7a5c3cfafea8a48b1c7.pdf)

"*Public Eye* et *Unearthed* ont obtenu des données des analyses de marché de la compagnie Phillips McDougall qui a examiné 23,3 milliards de dollars liés à la vente de pesticides dans le domaine agricole en 2018, soit approximativement 40% du marché mondial. Nous avons analysé les données utilisant la liste des pesticides considérés très dangereux, liste établie par le Réseau d'Action des Pesticides. Les résultats montrent que les sociétés Bayer et BASF, les sociétés américaines Corteva et FMC et la compagnie suisse Syngenta tirent ensemble 35% de leurs revenus des pesticides qui posent un risque élevé pour la santé et l'environnement." <https://www.publiceye.ch/en/media-corner/press-releases/detail/pesticide-giants-make-billions-from-bee-harming-and-carcinogenic-chemicals>

En 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a déclaré que le monde devait réduire les émissions de gaz à effet de serre à "zéro net" en supprimant les combustibles fossiles et autres sources d'émissions dans la mesure du possible et, pour le reste, à chaque tonne de dioxyde de carbone émise dans l'air doit correspondre une tonne retirée de l'atmosphère. BP a annoncé son objectif "de devenir une entreprise nette zéro d'ici 2050 ou plus tôt". Le *New York Times* a noté: "Entre ses opérations et la combustion des combustibles fossiles qu'il extrait, BP est responsable de l'équivalent de plus de 400 millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone chaque année, presque autant que l'ensemble de l'État de Californie. 77 millions de tonnes supplémentaires sont créées par le pétrole que BP achète à d'autres sociétés et revend, mais ces émissions n'étaient pas incluses dans l'engagement net zéro de l'entreprise". Des rapports ouverts seront nécessaires pour que le public puisse suivre les progrès de BP vers le net zéro. <https://www.bp.com/en/global/corporate/news-and-insights/press-releases/bernard-looney-announces-new-ambition-for-bp.html>; www.nytimes.com/2020/02/12/climate/bp-greenhouse-gas-emissions.html

Global Witness (GW), en collaboration avec *Der Spiegel* et *Mediapart*, a publié un rapport au sujet d'un projet pétrolier en République du Congo qui "met en péril les forêts de tourbières critiques pour le climat". En plus des "dossiers et documents judiciaires britanniques déposés auprès de *Companies House*", GW a utilisé les rapports d'exploration pétrolière et la correspondance de Total et de Shell. Elle a constaté que l'évaluation des incidences environnementales des puits de pétrole proposés "ne fait aucune analyse de l'impact potentiel du forage sur les tourbières", car elle a été effectuée avant la découverte du potentiel de ces terres. Avec un certain nombre d'entreprises, de banques et de donateurs

européens impliqués, GW a recommandé que l'Union européenne “adopte une législation exigeant que toutes les entreprises et tous les financiers s'engagent, rendent des comptes et fassent rapport de diligence raisonnable pour identifier, atténuer et prévenir les droits de l'homme et les risques environnementaux associés à leurs opérations et leurs investissements.”

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/what-lies-beneath/>

“L'industrie pétrolière au Sud-Soudan a laissé un paysage parsemé de centaines de puits de déchets ouverts, l'eau et le sol contaminés avec des toxiques chimiques et des métaux lourds incluant le mercure, le manganèse et l'arsenic, ” selon 4 rapports environnementaux et leurs documents afférents qui ont été obtenus par *The Associated Press*. Les deux principaux consortiums pétroliers sont la *Dar Petroleum Operating Co.* dirigée par la Chine et la *Greater Pioneer Operation Co.* “Les rapports qui datent de 2013, ont été présentés aux compagnies pétrolières et au ministère du pétrole sud-soudanais mais ils ont été enterrés et ignorés. ” Ils “montrent que les compagnies pétrolières ont été conscientes pendant des années que la contamination à partir du forage pourrait être la cause d'importants problèmes sanitaires au sein de la population locale. .”

https://apnews.com/f2f06cfa70126ad179445720d7c60b8a?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=13530d08ee-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-13530d08ee-149736437

“Mind the Gap” est un projet de recherche de 4 ans coordonné par le Centre de recherche sur les sociétés multinationales aux Pays-Bas, dans lequel des partenaires du consortium de 9 pays “étudient comment les entreprises évitent la responsabilité des violations des droits de l'homme”. Le projet a publié “Violations gravées dans la pierre - HeidelbergCement dans les Territoires palestiniens occupés”. Il a indiqué que la carrière de pierre exploitée par la société, une multinationale allemande, par le biais de sa filiale Hanson Israël “fournit un exemple clair de complicité des entreprises dans les violations graves du droit international humanitaire qui peuvent constituer des crimes internationalement reconnus contre les Palestiniens”. En plus des visites sur place et des entretiens, l'équipe du projet a examiné les “records et publications de l'entreprise, les déclarations de l'entreprise, les articles de presse disponibles et la correspondance entre l'entreprise et les organisations de la société civile et les journalistes”. Pour obtenir des informations sur la filiale israélienne, le projet a utilisé les informations du registre israélien des sociétés, détaillant les différents propriétaires et affiliations de ses filiales”. Ni HeidelbergCement ni Hanson Israel ne figurent sur la liste des entreprises du Haut-Commissariat des Nations Unies (voir Nations Unies ci-dessus). http://www.alhaq.org/cached_uploads/download/2020/02/04/final-report-violationsetinstone-en-1580802889.pdf

Sept Tanzaniens ont déposé plainte auprès de la Haute Cour britannique contre les successeurs de la compagnie canadienne Barrick-Gold, l'une des plus grandes compagnies d'extraction d'or au monde, alléguant de sérieux abus par les forces de sécurité, y compris la police locale, employée à la mine d'or de Barrick North Mara”, a fait savoir RAID, une organisation non gouvernementale. RAID et *Mining Watch Canada* ont “documenté des violations des droits de l'homme à la mine de North Mara lors de visites de recherche répétées à partir de 2013”. En 2016, une enquête parlementaire tanzanienne “a reçu des informations faisant état de 65 personnes tuées et 270 blessées par la police conjointement responsable de la sécurité des mines”. En 2016, l'enquête a informé les deux organisations que “la police qui est présente sur les lieux et enregistre l'incident omet régulièrement des informations cruciales sur les circonstances et même l'emplacement” et “le personnel médical des cliniques et des hôpitaux autour de la mine aurait falsifié les dossiers concernant la nature des blessures et les blessures.” <https://www.raid-uk.org/blog/tanzanian-victims-commence-legal-action-uk-against-barrick>

Records médicaux. Une équipe de chercheurs britanniques a enquêté si les fluctuations quotidiennes dans les messages de santé sur Twitter sont associés aux fluctuations dans les épisodes de crise sanitaire, a rapporté *Nature*. Ils ont comparé les données cliniques du *SLAM Research Center Case Register*, “un répertoire de données cliniques anonymes provenant des records de santé électroniques des personnes recevant des soins des services de santé mentale SLAM”, à un “échantillon aléatoire de 10% de tous les tweets publiés de janvier 2010 à Décembre 2014, archives d'un flux Twitter collecté par l'Université de Sheffield”. Ils ont ensuite comparé cela à une base de données de recherche du C&I du Trust pour la santé mentale” qui “contient des informations dépersonnalisées sur plus de 108 000 patients”. Ils ont constaté que “les volumes de tweets et les épisodes de crise le même jour montraient des associations positives dans SLAM pour les quatre mesures du contenu des tweets liés à la santé mentale” des résultats presque identiques avec les résultats des données C&I. <https://www.nature.com/articles/s41598-020-57835->

Un groupe d'activistes "a recherché *Sci-Hub* pour des papiers de 1968 à 2020 dont les titres ou les résumés référencé coronavirus" et en a téléchargé 5.200 d'entre eux à The-Eye, selon *VICE News*. Certains des articles ont été publiés et leur accès payant; le leader du groupe a déclaré qu'il savait que c'était "illégal, mais c'est aussi un impératif moral". Des maisons d'édition scientifiques comme Elsevier "ont poursuivi à plusieurs reprises *Sci-Hub* pour violation du droit d'auteur". https://www.vice.com/en_us/article/z3b3v5/archivists-are-bypassing-paywalls-to-share-studies-about-coronaviruses

En 2007, une analyse de l'utilisation de la rosiglitazone (Avandia) pour le traitement du diabète de type 2 a suggéré qu'il a augmenté le risque d'infarctus du myocarde (crise cardiaque). Le médicament est resté sur le marché, mais n'est plus largement utilisé. Maintenant, un autre groupe de recherche, en utilisant des données individuelles sur les patients, a montré que l'Avandia augmente effectivement le risque de "risque cardiovasculaire", a rapporté *MedPage Today*. Les nouveaux chercheurs ont conclu que "même si les rapports de niveau sommaire sont considérés comme suffisants pour l'examen systématique des produits, le partage de la DPI [données individuelles sur les patients] pourrait être nécessaire lorsqu'il s'agit d'exécuter une méta-analyse axée sur la sécurité". <https://www.medpagetoday.com/cardiology/diabetes/84726>

"NRC Health, qui "dit vendre des logiciels à 9 000 organismes de soins de santé [. .] [et] recueille des données auprès de plus de 25 millions de consommateurs de soins de santé par année aux États-Unis et au Canada", a déclaré *CNBC*. "L'entreprise n'a pas pu confirmer si des informations sur les patients ou des informations confidentielles ont été consultées par les pirates". Commentant la violation, le directeur de l'information pour l'université du Texas de l'école de médecine a déclaré, "La proposition de valeur pour les pirates est énorme. Vous trouverez souvent des dossiers médicaux en vente pour plusieurs centaines de dollars par record". <https://www.cnn.com/2020/02/20/nrc-health-cyberattack-sparks-privacy-concerns-about-patient-records-in-us.html>

En 2007, le Congrès des États-Unis a adopté une loi exigeant que les chercheurs travaillant sur certains essais de médicaments et de dispositifs médicaux pour rendre compte des résultats de publication sur le site gouvernemental ClinicalTrials.gov, y compris des informations sur les dispositifs qui n'ont pas été initialement approuvés que plus tard, l'ont été. La *Food and Drug Administration* n'a publié de règlements d'application qu'en 2017, et l'information sur de nombreux essais n'a pas été publiée dans l'intervalle. Un juge fédéral a statué en février que les données de tous les procès datant de 2007 devaient maintenant être publiées. Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, novembre 2019 supp. https://www.statnews.com/2020/02/25/clinical-trial-sponsors-publish-missing-data/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=0f9eea4d04-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-0f9eea4d04-149736437

Migration. Médecins Sans Frontières a publié un rapport "*No Way Out*", un rapport "fondé sur 480 interviews et témoignages de migrants et de demandeurs d'asile d'Amérique centrale, des expériences du personnel de MSF et des données médicales de plus de 26 000 personnes aidées le long de la route migratoire à travers le Mexique au cours des neuf premiers mois de 2019". Rempli de statistiques choquantes, le rapport montre que "les politiques migratoires imposées par les États-Unis et le Mexique piègent de nombreux Centraméricains dans des conditions dangereuses, avec de graves conséquences pour leur santé physique et mentale". <https://www.msf.org/escaping-violence-danger-no-way-out-central-american-migrants-mexico>

Human Rights Watch a rapporté qu'"au moins" 138 Salvadoriens ont été tués depuis 2013 après avoir été déportés des États-Unis : "nous avons trouvé ces cas en examinant les compte-rendu de presse et les dossiers judiciaires, et en interrogeant les membres survivants de la famille, les membres de la communauté et les fonctionnaires. Il n'y a pas de décompte officiel, cependant, et nos recherches suggèrent que le nombre de personnes tuées est probablement plus élevé. HRW a également trouvé "plus" 70 cas de déportés ayant disparu après leur retour ou ayant subi des violences sexuelles, des actes de torture ou d'autres abus. Parmi les recommandations de HRW, il s'agit que le Congrès exige que "le Government Accountability Office et le Bureau de l'inspecteur général produisent des rapports sur l'exécution par les États-Unis de leurs responsabilités en matière d'asile et de protection, notamment en recueillant et en publiant des données précises sur les expériences procédurales des demandeurs d'asile

(accès aux avocats, temps d'attente, capacité du personnel à évaluer les plaintes, les ressources humanitaires et de protection disponibles) et sur les dommages subis par les personnes déportées des États-Unis vers leurs pays d'origine ”. <https://www.hrw.org/report/2020/02/05/deported-danger/united-states-deportation-policies-expose-salvadorans-death-and?fbclid=IwAR3HVR2nDtSNSXcuCDy4ZKIUmP5zsD-CdHcwCWxajlsPaLp10EK9YXpj04M>

En 1997, un tribunal américain a ordonné que les enfants immigrants rencontrent des conseillers dans les 72 heures suivant leur entrée en détention fédérale, puis au moins une fois par semaine jusqu'à leur libération. Le *Washington Post* a rapporté qu'en avril 2018, le Bureau de la réinstallation des réfugiés des États-Unis a conclu un protocole d'accord officiel avec l'*Immigration and Customs Enforcement (ICE)* “pour partager des détails sur les enfants dont elle s'occupe”, y compris des informations provenant des séances de thérapie. “Si un mineur mentionnait quelque chose ayant trait à des gangs ou au trafic de drogue, les thérapeutes déposeraient un rapport dans les quatre heures pour être transmis à l'ICE dans un délai d'un jour”. Les notes sont “utilisées dans les procédures d'immigration à travers le pays”. L'*American Psychological Association*, la *National Social Workers Association* et l'*American Counselling Association* ont déclaré que le partage des notes n'était “pas défendable sur le plan éthique ». Certains thérapeutes “prennent des mesures pour protéger la vie privée des enfants en conservant deux séries de notes cliniques, ou en laissant les choses en blanc.” <https://www.washingtonpost.com/graphics/2020/national/immigration-therapy-reports-ice/>

Esclavage. Les professeurs de l'Université de Monash et de l'Université de Nottingham ont lancé la base de données législative anti-esclavage, établissant une correspondance entre “la législation domestique de tous les pays membres des Nations Unies avec les engagements internationaux contre l'esclavage, couvrant l'esclavage, la traite, la servitude, le travail forcé, les institutions et pratiques similaires à l'esclavage, et le trafic humain”. Les chercheurs ont découvert que 94 pays “apparaissent comme n'ayant pas de législation criminelle interdisant l'esclavage.” <http://webtv.un.org/watch/watch/antislavery-legislation-database-launch/6131931821001/?term=>

Technologie. De nombreux médias ont rapporté la divulgation selon laquelle Crypto AG, une société basée en Suisse, était secrètement détenue par les agences de renseignement américaines et allemandes et a fait “des dispositifs de cryptage truqués vendus à des dizaines de pays qui ont permis l'espionnage par les agences”, selon les termes du *Washington Post*. “L'arrangement de plusieurs décennies, parmi les secrets les plus étroitement gardés de la guerre froide, est mis à nu dans une histoire classifiée et complète de la CIA [U.S. Central Intelligence Agency] obtenue par le *Washington Post* et ZDF, un radiodiffuseur public allemand, dans le cadre d'un projet de reportage conjoint. ”

Les médias suisses ont ensuite rapporté qu'“il ressort clairement des documents mis à la disposition de la télévision publique suisse, le SRF, entre autres, que le Service fédéral de renseignement . . . savait à propos de l'opération. Et SWI a rapporté que “dans le cadre d'une recherche lancée au sein de l'administration fédérale à la suite des révélations sur l'affaire Crypto, les services secrets suisses ont trouvé, dans un bunker de l'armée, des documents relatifs aux activités de l'entreprise. Les Archives fédérales suisses ont indiqué qu'elles détiennent un dossier relatif à Crypto”.

Enfin, les Archives de sécurité nationale non gouvernementales des États-Unis ont publié une analyse de l'utilisation de la machine Crypto par les pays sud-américains qui, sous le nom d'Opération Condor, avaient un accord formel “pour coordonner les opérations répressives, y compris l'assassinat, contre les opposants militants et civils de leurs régimes[. . .] Après la deuxième réunion de Condor en juin 1976, la CIA rapporta que “le Brésil acceptait de fournir de l'équipement pour 'Condortel', le réseau de communication du groupe”. Cet “engrenage”, révèlent les documents, provenait de Crypto AG.

<https://www.msn.com/en-us/news/us/the-intelligence-coup-of-the-century-for-decades-the-cia-read-the-encrypted-communications-of-allies-and-adversaries/ar-BBZS3da>; https://www.yakimaherald.com/compromised-encryption-machines-gave-cia-window-into-major-human-rights/article_d79e82b7-8d63-5954-9ae0-d5ddfa72c897.html; https://www.eurasiareview.com/17022020-has-crypto-leaks-exposed-swiss-neutrality-as-a-sham/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29; https://www.swissinfo.ch/eng/politics/archives_the-curious-case-of-the-documents-in-the-army-bunker/45572756; https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/chile-cyber-vault-intelligence-southern-cone/2020-02-11/cias-minerva-secret?fbclid=IwAR3y21_k0KGvWVI6sAmrOt3uCMVowkp46xP_hAT7TKCU5B3JiQmQs6LxSjs

Engadget a rapporté que Jigsaw, une compagnie de technologie, a développé un outil appelé Assembleur qui “repère les signatures de la manipulation d'image à l'aide de sept ‘détecteurs’ différents, aidant les journalistes à vérifier l'authenticité des images qu'ils publient”. Un tel outil devrait également être utile pour valider les images des violations des droits de l'homme. <https://www.engadget.com/2020/02/04/jigsaw-detects-doctored-images/>

Twitter a déclaré qu'il va "commencer à appliquer une étiquette aux tweets contenant des formes synthétiques ou trompeusement édités de médias" et "supprimera tous les médias manipulés délibérément trompeurs susceptibles de causer des dommages, y compris le contenu qui pourrait entraîner une menace pour la sécurité physique, des troubles civils généralisés, la suppression des électeurs ou des risques pour la vie privée", a rapporté *Reuters*. Cela fait suite à des engagements similaires de YouTube, TikTok et Facebook. Interrogé sur les ressources qu'il mettra derrière l'engagement, les dirigeants de Twitter ont déclaré: "Twitter considérerait les rapports des utilisateurs et ainsi établir des relations avec des "experts tiers" pour identifier le contenu".
<http://news.trust.org/item/20200204205145-wnvd3/>

Le Centre National Center pour les Enfants disparus et exploités a rapporté qu'en 2019, il avait reçu des rapports faisant état de près de 70 millions d'images et de vidéos liées à des abus sexuels sur des enfants en ligne, écrit le *New York Times*. C'est 50% de plus qu'en 2018 et "une indication que beaucoup des plus grandes plates-formes technologiques du monde restent infestées par le contenu illégal."
www.nytimes.com/2020/02/07/us/online-child-sexual-abuse.html.

Wired a publié un long article sur les carnets du fondateur de Facebook Mark Zuckerberg dans lequel il "a esquissé des idées de produits, a schématisé des approches de codage, et a glissé dans des morceaux de sa philosophie". Ironiquement, peut-être, "Les carnets ont maintenant pour la plupart disparu, détruit par Zuckerberg lui-même. Il dit qu'il l'a fait pour des raisons de confidentialité."
https://www.wired.com/story/facebook-mark-zuckerberg-lost-notebook/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_021220&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_p4

Seconde Guerre Mondiale. *Ouest-France* a publié une interview avec Jean-Marc Berliere, un professeur d'histoire spécialiste de la police française, qui est inquiet au sujet de "l'instruction que le Service Historique de la Défense du Ministère des Forces Armées a reçu des autorités de fermer toutes les archives classifiées de 1940 à nos jours jusqu'à ce qu'ils soient revus pour la déclassification."
<http://amp.ouest-france.fr/europe/france/les-historiens-n-ont-plus-acces-aux-archives-de-39-45-leurs-travaux-sont-menaces-6716385>

A Saint-Petersbourg, les juristes russes, appelés Equipe 29, spécialistes dans la représentation des familles de victimes de la répression, ont obtenu l'accès aux dossiers de Ilya Zakon, qui est morte à la prison de Leningrad durant le blocus de la ville durant la guerre. Cependant, le président Putin a déclaré lors d'une réunion du conseil des droits de l'homme qu'il y avait des grands risques à ouvrir les archives de la police secrète du NKVD. *Bloomberg News* l'a cité disant, "Nous savons comment le NKVD a travaillé dans les années 30. IL se peut que cela ne soit pas agréable d'ouvrir les dossiers de leurs ancêtres."
<https://nationalpost.com/news/world/putin-keeps-stalins-wwii-crimes-hidden-as-calls-increase-to-release-secret-archives>

Joachim Peter, un chercheur, qui a étudié l'histoire de Heilbronn, en Allemagne, a découvert des archives de la cour qui indiquent que le tableau du viol de Tamar, acheté en 1984 par le Musée métropolitain de New York, est très vraisemblablement le même que celui que le marchand d'art juif, Siegfried Aram, a laissé derrière lorsqu'il a fui l'Allemagne quand Hitler a pris le pouvoir en 1933".
www.nytimes.com/2020/02/08/arts/met-art-nazi-loot.html

Nouvelles bilatérales and multilatérales.

Guerre des Balkans. L'Association des journalistes serbes a lancé une enquête au sujet de l'enlèvement ou la mort de 15 journalistes et employés de médias au Kosovo entre 1998 et 2005, selon *BIRN*. Le responsable de l'enquête a déclaré que "dans certains cas, EULEX (la mission Etat de droit de l'UE au Kosovo) a clame qu'elle n'avait pas d'archives" et dans certains cas "ils n'avaient pas ou ne savaient pas ou les documents sur les journalistes enlevés et tués étaient."
https://balkaninsight.com/2020/02/11/journalists-abductions-killings-in-kosovo-not-properly-investigated/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=b15e692e18-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-b15e692e18-319725265

La *Harvard Gazette* a publié un article sur Andras Riedlmayer, bibliographe à la *Fine Art Library de Harvard* qui a documenté la destruction du patrimoine culturel de la région des Balkans pendant les guerres des années 1990. Riedlmayer a témoigné dans neuf procès internationaux différents "et a contribué à établir un précédent afin de poursuivre ce genre de destructions comme un crime de guerre".

La destruction de “sites et de documents qui agissent comme la mémoire collective d’une communauté” est un crime qui “vient non seulement d’un désir de tuer non seulement des individus qui font partie d’un groupe ethnique ou religieux ... mais aussi pour effacer leur existence;” c’est-à-dire, comme l’a dit Riedlmayer, “supprimer toute preuve qu’ils étaient jamais là pour commencer et leur donner aucune raison de revenir.”

<https://news.harvard.edu/gazette/story/2020/02/harvard-librarian-puts-this-war-crime-on-the-map/>

Canada/Érythrée. La Cour suprême du Canada a statué que Nevsun, une société minière canadienne, “peut être poursuivie au Canada pour des violations présumées des droits de la personne à l’étranger, y compris des allégations d’esclavage moderne”, a rapporté l’AFP. Trois Érythréens ont porté l’affaire, affirmant dans des documents judiciaires qu’eux trois “et plus de 1 000 autres avaient été enrôlés par le service militaire érythréen dans le travail forcé pour construire la mine d’or, de cuivre et de zinc de Bisha de Nevsun” où ils étaient “forcés de travailler 12 heures par jour, 6 jours par semaine”, battus avec des bâtons et attachés et laissés sous le soleil brûlant”.<https://www.theguardian.com/world/2020/feb/28/canada-nevsun-eritrea-lawsuit-human-rights-slavery>

Égypte/Europe/Israël/États-Unis. Une délégation de 180 juifs d’Europe, d’Israël, des États-Unis sont allés en Égypte pour assister à des cérémonies religieuses dans une synagogue historique restaurée, a rapporté le *New York Times*. “Les leaders juifs veulent accéder à un vaste registre des archives communautaires, datant de 1830 et comptant des dizaines de milliers de pages, qui cataloguent les naissances, les mariages, les décès et les bar mitzvahs. Mais les responsables égyptiens ont séquestré le registre au sein des archives nationales et, malgré une promesse du président égyptien al-Sisi, ont refusé de donner accès, apparemment pour des raisons de sécurité nationale.”
<https://historynewsnetwork.org/article/174404>

France/Espagne. Le journal de Madrid *ABC* a publié un article clamant que les Archives départementales de Haute-Garonne, en France, avaient détruit les dossiers de citoyens espagnols exilés en France après la guerre civile en Espagne et accusé le gouvernement espagnol de ne rien faire “pour stopper cette action contre la mémoire de l’exil espagnol”. En réfutation, des archivistes et historiens de France et d’Espagne ont expliqué que cette destruction avait eu lieu en 1997 après approbation des durées de conservation des Archives Nationales de France. De plus, seuls les dossiers de demande de résidence (toutes les demandes étrangères, faites pendant des décennies) ont été autorisés à la destruction, et non les dossiers judiciaires ou de police concernant les exilés. Merci à Antonio Gonzalez Quintana pour l’information.
https://www.abc.es/cultura/abci-francia-destruye-parte-memoria-historica-exilio-ante-inaccion-gobierno-espanol-202002020035_noticia.html; https://elpais.com/cultura/2020/02/03/actualidad/1580754983_319994.html;
<http://archivistessansfrontieres.fr/Contre-verse-autour-des-archives-de-l-exil>; <https://cxt.es/es/20200203/Politica/30920/archivos-del-exilio-toulouse-juan-manuel-de-prada-abc-ritama-munoz-rojas.htm>

Géorgie/Allemagne/Russie. Bellingcat, les journalistes d’investigation basés au Royaume-Uni, avec *Der Spiegel* et *The Insider* a rapporté que, sur la base de métadonnées de téléphones cellulaires et de dossiers de connexion de tour de téléphone cellulaire, il peut confirmer que le meurtre d’un réfugié géorgien à Berlin en août dernier a été “planifié et organisé par l’agence de sécurité russe FSB.” Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, décembre 2019.

Guatemala/États-Unis. Une loi adoptée en 1977 a donné aux avocats le pouvoir d’autoriser les adoptions, et comme la guerre civile du Guatemala a commencé à prendre fin, le taux d’adoptions aux familles en dehors du Guatemala a augmenté, a signalé *Nomada*, avec une estimation qu’entre 1990 et 2007, quand une révision de la loi a mis fin à l’autorité des avocats, “plus de 35 000 enfants ont été illégalement adoptés. Parmi eux, plus de 90 % sont allés aux États-Unis. Un groupe de Guatémaltèques adoptés entre 1990 et 2007 a créé une organisation appelée *Next Generation* pour rechercher “la vérité sur leurs cas”. Le fondateur du groupe a déclaré que les documents ont été falsifiés pour les adoptions étrangères: “Nous n’avons pas tous des documents d’adoption fiables. Donc, dans certains cas, nous pourrions avoir à chercher et à faire confiance aux avocats, aux trafiquants, aux médecins et aux infirmières qui ont été complices des adoptions, de nos adoptions, parce qu’ils sont la source pour retrouver nos familles biologiques.” <https://nomada.gt/identidades/de-donde-venimos/guatemaltecos-adoptados-entre-1990-y-2007-crean-grupo-para-buscar-la-verdad-sobre-sus-casos/>

Iran/Ukraine. La chaîne de télévision ukrainienne *I+I* a obtenu un enregistrement audio d’un échange entre un pilote et des contrôleurs de trafic à Téhéran, faisant état d’une traînée de lumière dans le ciel et

d'une explosion en vol le 8 janvier lorsque le vol 752 d'Ukrainian International Airlines a été abattu, tuant les 176 personnes à bord, a rapporté AP. Le chef de l'enquête iranienne sur l'événement a confirmé que la bande était authentique. <https://apnews.com/940f1abd51a7389eb2cf36f4ae3feb25>

Israël/Palestine. Les forces israéliennes ont abattu un Palestinien dans la bande de Gaza “puis extrait son corps avec un bulldozer lors d'un incident filmé qui a suscité l'indignation”, a rapporté *Middle East Eye*. Le Jihad islamique, un groupe militant à Gaza, a publié un communiqué affirmant que le mort était l'un de ses membres et qu'il “promettait des représailles”. <https://www.middleeasteye.net/news/video-israeli-bulldozer-dragging-body-palestinian-after-gaza-border-incident-sparks-outrage>

Israël/Palestine/États-Unis. Après l'annonce par le président américain Donald Trump d'un plan de paix israélo-palestinien qui permettrait à Israël d'annexer une partie de la Cisjordanie qui se trouve actuellement en Palestine, l'agence de presse officielle palestinienne Wafa a publié une déclaration selon laquelle de telles cartes violeraient les résolutions et “les cartes des Nations Unies qui violeraient les résolutions des Nations Unies ne peuvent pas être transformées en un fait accompli.” https://www.telesurenglish.net/news/Palestine-Blasts-US-Over-West-Bank-Map-Plans-20200224-0001.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=15

Guerres du Moyen-Orient. Un rapport de *Human Rights Watch* “Kidnappés par ISIS: Échec pour retrouver le sort des Syriens disparus,” met en lumière 27 cas d'individus ou de groupes appréhendés par ISIS et dont on a entendu parler pour la dernière fois alors qu'ils étaient sous sa garde avant la défaite militaire du groupe. “L'absence d'un système ou d'un organisme responsable ou d'un point de contact pour enregistrer les cas de personnes disparues et le suivi de l'information disponible signifiait que les membres de la famille ont dû recourir à des contacts personnels dans des postes d'autorité, des hôpitaux locaux et des premiers intervenants chargés d'excaver des fosses communes ou à des interlocuteurs non officiels”. La première des nombreuses recommandations importantes est la suivante : “Nommer un corps civil centralisé ou un point de contact avec une équipe dans la zone de contrôle de chaque autorité afin d'enregistrer les cas de personnes disparues sous le régime de l'Etat islamique et de coordonner la collecte d'informations sur les disparus avec d'autres autorités en Syrie.” <https://www.hrw.org/report/2020/02/11/kidnapped-isis/failure-uncover-fate-syrias-missing>

L'ONG Centre non gouvernemental de justice et de responsabilité en Syrie (SJAC), en collaboration avec l'équipe argentine d'anthropologie médico-légale a annoncé un nouveau programme relatif aux personnes disparues, programme qui fournira des formations techniques dans l'exhumation de fosses communes à l'équipe des premiers intervenants travaillant à ouvrir des fosses communes dans le nord-est de la Syrie. La formation comprendra des méthodes de collecte de documentation et donnera accès à la base de données des personnes disparues du SJAC pour “permettre une préservation sûre de la documentation et aussi une recherche plus facile”. Le programme maintiendra une collaboration étroite avec les familles des disparus pour jeter “les bases pour l'identification des restes ainsi que la collecte de preuves des crimes de l'Etat islamique”. https://syriaaccountability.org/updates/2020/02/13/sjac-launches-missing-persons-program-in-northeast-syria/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=d8d8b2140a-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-d8d8b2140a-90540617

Le quotidien britannique *Daily Telegraph* a obtenu le 11 février des “enregistrements audios de conversations entre des soldats des tristement célèbres forces d'élite des Tigres” (syriens) dans un village à l'ouest d'Alep alors qu'ils tiraient sur des “femmes entrant dans une maison”, a rapporté *Arab News*. “Les médias locaux rapportent depuis que l'heure et la date de l'enregistrement audio étaient l'affirmation selon laquelle les femmes ont été tuées lors de l'attaque”. L'assassinat délibéré de non-combattants est un crime de guerre selon le droit international. www.arabnews.com/node/1631636

Dans leur rapport mensuel, le Réseau Syrien pour les droits de l'Homme (SNHR) a déclaré qu’“au moins 276 civils dont 6 membres du personnel médical et 2 employés des médias, ont été tués en Syrie en février 2020 des mains des principales parties du conflit, en plus des 18 personnes qui sont mortes à cause de la torture.” <http://sn4hr.org/blog/2020/03/01/54712/>.

Dans un rapport séparé sur le 18 février, le SNHR a dit que depuis le 26 avril 2019, les forces de l'alliance russo-syriennes ont attaqué 67 centres médicaux dans le Nord-Ouest de la Syrie. “Ce rapport,” a écrit le SNHR, “contient quatre témoignages de premier ordre que nous avons recueillis en parlant directement avec des témoins oculaires ou avec des personnes concernées par le travail de ces

installations”. En outre, le SNHR s’est appuyé sur la surveillance quotidienne des nouvelles, des rapports de son réseau “de diverses sources crédibles”, des récits de survivants, des photographies, du personnel médical, des vidéos et des photographies mis en ligne. <http://sn4hr.org/blog/2020/02/18/54681/>

Nouvelles Nationales

Belgique. Dans une interview à *L’Express*, le directeur de la Sécurité pour la Sécurité d’État a déclaré, “il n’y a plus de secrets d’état dans les archives de la sécurité d’état jusqu’à la fin de la Seconde guerre mondiale. Tout a été nettoyé en 1949 et les documents ont été détruits ou transférés aux archives. Il a dit qu’“aucun secret n’est éternel”, mais “la déclassification n’est pas une opération de routine.” https://www.levif.be/actualite/belgique/des-archives-de-la-surete-ont-helas-ete-detruites/article-normal-1248649.html?cookie_check=1581723170

Bolivie. Le Bureau du médiateur de l’ONU a déclaré que “plus de 71 % des victimes de la traite des êtres humains n’avaient pas reçu d’attention ou de protection de la part du gouvernement au cours des deux dernières années”, a indiqué *InSight Crime*. En 2019, la Bolivie a officiellement enregistré 299 cas de trafic, contre 465 en 2018, soit certainement un sous-dénombrement. <https://www.insightcrime.org/news/brief/bolivia-struggles-human-trafficking-victims/>

Brésil. A travers les Andes au Brésil, l’Institut de la Sécurité Publique a dit que sur les 885 personnes tuées par la police à Rio de Janeiro dans la première moitié de 2019, 80,3% étaient noires ou métis”, a rapporté *teleSUR*. *Les chiffres montrent un racisme structurel.*” https://www.telesurenglish.net/news/Brazil-80-of-Killed-by-Police-in-Rio-de-Janeiro-2019-Were-Black-20200208-0012.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Cambodge. *Thomson Reuters Foundation* “a enquêté sur le travail des enfants dans les fours à briques du Cambodge après que le gouvernement a déclaré que tous les fours étaient exempts de travailleurs mineurs”, mais les visites de four, une enquête menée par le syndicat des travailleurs, et des entretiens avec des sources policières “ont révélé le travail des enfants dans l’industrie de la brique” à grande échelle. Les associations syndicales de constructeurs et travailleurs du bois ont interrogé 464 fours et “trouvé près de 4 000 enfants vivant dans des chantiers de briques, dont 16 % ont dit travailler sur le site”. Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDG*, octobre 2018. <https://news.trust.org/item/20200213002549-zj1wl/>; <https://news.trust.org/item/20200226093233-1umkb/>

Cameroun. Le 12 février, *Human Rights Watch* a rapporté que “des séparatistes armés dans les régions anglophones du Cameroun ont enlevé plus de 100 personnes, brûlé des biens et menacé des électeurs au cours de la période précédant les élections du 9 février 2020. Les forces de sécurité de l’État n’ont pas suffisamment protégé les civils contre les menaces posées par les séparatistes, mais ont plutôt commis de nouveaux abus à leur encontre au cours de la même période”. Pour le rapport, HRW a mené des interviews et “analyse des images satellitaires et des vidéos pour corroborer de façon indépendante les témoignages oraux.” Le 25 février, HRW a publié un autre rapport, affirmant que “les forces gouvernementales et les Peuls armés ont tué au moins 21 civils dans le village de Ngarbuh”, brûlé des maisons et pillé. En plus de mener d’autres entrevues et d’examiner d’autres images satellitaires, HRW “a obtenu des listes des noms des victimes de 5 sources”. Une équipe des Nations Unies “a commencé à interviewer les personnes déplacées par l’attaque. Des témoins ont déclaré que les soldats avaient photographié ceux qui étaient interrogés et empêché l’équipe de l’ONU de faire son travail”. L’ONU et un certain nombre de pays ont exhorté le gouvernement à ouvrir une enquête et à demander des comptes aux responsables. <https://www.hrw.org/news/2020/02/12/cameroon-election-violence-anglophone-regions>; <https://www.hrw.org/news/2020/02/25/cameroon-civilians-massacred-separatist-area>

Canada. Trois survivants de pensionnats qui ont fréquenté l’école Sainte-Anne “recherchent des rapports d’intérêt non expurgés (POI) — des dossiers citant des allégations de violence contre des personnes dans les écoles. Les survivants ont besoin des documents pour décider s’ils doivent aller devant les tribunaux et faire rouvrir leurs dossiers d’indemnisation”, a déclaré leur avocat à *CBC News*. Tous trois ont vu leur cas traité avant que le Canada n’ouvre des dossiers de violence à l’école. Entre-temps, l’Assemblée des Premières Nations a intenté un recours collectif contre le gouvernement du Canada, réclamant 10 milliards de dollars “en dommages-intérêts pour les préjudices résultant du sous-financement discriminatoire “volontaire et téméraire” du système [de bien-être de l’enfance] ainsi que du non-respect “flagrant” de conformité avec le principe de Jordanie par la Couronne”, a rapporté *APT*

News. (Le principe de la Jordanie est : assurez-vous que tous les enfants des Premières nations vivant au Canada peuvent avoir accès aux produits, services et soutiens dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin.) <https://www.cbc.ca/news/indigenous/iap-st-annes-residential-school-documents-1.5453649>; <https://aptnnews.ca/2020/02/07/afnsues-crown-for-10-billion-in-newest-first-nation-child-welfare-case/>

Le « Sixties scopp » est le terme commun d’une série de politiques adoptées par les autorités provinciales de protection de l’enfance à partir du milieu des années 1950, en vertu desquelles des milliers d’enfants des Premières nations ont été enlevés à leur famille, placés dans des foyers d’accueil et finalement adoptés par des familles non autochtones au Canada et aux États-Unis. Le ministère des Services sociaux de la Saskatchewan a déclaré à *StarPhoenix* qu’“au cours des deux dernières années, il a reçu 2 000 demandes personnelles de personnes touchées par le Scoop des années 60 qui cherchent à avoir accès à des documents qui les concernent”. Il a trouvé des dossiers pour 84 % des demandes et “n’a pas pu trouver de fichier ” pour les 16 % restants. Une personne dont les dossiers n’ont pas été trouvés a demandé au Commissaire à l’information et à la protection de la vie privée d’examiner la fouille; le commissaire “ a recommandé au ministère de procéder à une nouvelle recherche”. Toutefois, le ministère a déclaré que les dossiers antérieurs aux années 1980 “n’étaient pas conservés conformément aux “calendriers de conservation prolongés”. Le coprésident de la *Sixties Scoop Indigenous Society of Saskatchewan* a déclaré : “Et le fait que le gouvernement ait détruit ces dossiers, pour la commodité de l’espace... qu’ils n’étaient pas considérés comme importants, c’est vraiment irrespectueux, c’est insultant”. <https://thestarphoenix.com/news/saskatchewan/ministry-of-social-services-told-60s-scoop-survivor-their-historic-documents-were-destroyed-privacy-commissioner>

République centrafricaine. Cinq chefs anti-balaka (l’alliance anti-machette des milices) ont été condamnés par la Cour d’appel à la réclusion à perpétuité pour crimes de guerre et crimes contre l’humanité commis en 2016 et 2017, a rapporté *Justiceinfo.net*. La preuve comprenait des photos des cinq en uniforme et en armes, un “journal de bord du ‘général’ autoproclamé Bere Bere”, le procès-verbal d’une audience et d’autres articles, “mais c’est certainement le visionnement à huis clos de films contenus dans les caméras des défenseurs qui a obtenu la déclaration de culpabilité du jury.” <https://www.justiceinfo.net/fr/tribunaux/tribunaux-nationaux/43745-centrafrique-justice-ordinaire-montre-dents-crimes-bangassou.html>

Chili. Trois officiers militaires à la retraite sont poursuivis pour “suppression ou destruction” de dossiers et de fichiers microfilmés du Centre national d’information datant de la période 1980-1982, a rapporté *El Desconcierto*. Un avocat de *London 38*, le groupe qui a porté plainte, a déclaré: “Il s’agit d’une résolution historique parce que trois officiers de renseignement élevés de l’armée ont été poursuivis pour un fait que les groupes de défense des droits de l’homme ont toujours dénoncé: la dissimulation de fichiers par l’armée et le fait qu’ils ont activement contribué à la dissimulation de la vérité et la perpétuation et la consolidation de l’impunité pour les crimes graves commis dans la dictature”. Merci à Valentina Rojas Rojo pour l’information.

Chine. Une feuille de calcul de 137 pages récemment divulguée décrit les informations que les autorités du comté de Karakax, dans le sud-ouest du Xinjiang, ont recueillies sur 311 personnes internées pour être rééduquées, y compris l’emplacement, les données et les raisons de leur détention, les cercles de parents, le cercle communautaire et le “cercle d’héritage religieux”. Au total, les 311 personnes principales deviennent 2 802 adultes ainsi que des “centaines de mineurs apparentés” qui sont connus des autorités comme ayant une relation avec une personne internée. Le *Journal of Political Risk* a publié une analyse détaillée de la liste; l’auteur a conclu : “Plus que toute autre preuve accessible au public, la liste Karakax nous présente une image intime du fonctionnement interne de la bataille clandestine de Pékin pour le contrôle sur les terrains humains les plus intimes d’identité et d’allégeance”. <https://www.jpolarisk.com/karakax/>; https://www.vice.com/en_us/article/epgadw/leak-secret-documents-show-how-china-targets-muslims-for-re-education-camps-and-spies-on-their-families

Colombie. *InSight Crime* a rapporté que le 11 décembre la Cour Constitutionnelle a reconnu qu’une femme recrutée de force par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), qui a subi des violences sexuelles et a été forcée d’avorter, est une victime d’un conflit armé. La Cour a ordonné qu’elle reçoive une “assistance médicale spécialisée” et qu’elle figure dans le Registre national des victimes “garantissant son accès aux réparations prévues par la loi de 2011 sur les victimes”. L’affaire “établit une référence internationale pour la reconnaissance de ces violences subies par les femmes et les filles au sein des groupes armés”. <https://www.insightcrime.org/news/brief/colombia-sexual-violence-farc/>

CERAC, une ONG surveillant la violence politique, a déclaré que les morts résultant d'actes de violence politique ont decru de 33% en 2019 comparé à 2018; cependant les 23 morts en Janvier 2020 représentent le second record le plus élevé pour un simple mois depuis 2017.” <https://www.blog.cerac.org.co/monitor-de-violencia-politica-en-colombia-esta-bloqueado-monitor-de-violencia-politica-en-colombia>

Guatemala. La Cour a inculpé Francisco Cuxum Alvarado de crimes contre l'humanité et d'abus sexuels graves, ce qui rouvre le cas de la violence sexuelle de Maya Achi, a rapporté *International Justice Monitor*. Le procureur a diffusé un enregistrement de l'audience préliminaire de 2018, dans laquelle une femme Maya Achi a décrit les abus tout en “sanglotant par intermittence”. L'accusation a déclaré qu'elle apportera des éléments de preuve tels que des “cartes pour clarifier la séquence des événements; rapports sur le rôle du PACS [patrouilles de défense civile] . . . entre 1980 et 1985; documents réglementant les actions du PACS et leur subordination à l'armée guatémaltèque; documents officiels pour confirmer l'identité des victimes et de l'accusé; et plusieurs rapports d'experts”. Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, octobre 2019. <https://www.ijmonitor.org/2020/02/former-paramilitary-indicted-in-guatemala-in-maya-achi-sexual-violence-case/>

Reuters a rapporté qu'une nouvelle loi requiert aux ONG de s'enregistrer, de rapporter leurs donations et de permettre l'inspection de leurs comptes. Si elles ne le font pas, plusieurs corps gouvernementaux ont le pouvoir d'annuler leurs licences s'ils déterminent que leurs activités ‘altèrent l'ordre public’.” <https://www.reuters.com/article/us-guatemala-corruption/guatemala-approves-civil-society-restrictions-despite-us-pressure-idUSKCN20L2VX?emci=d624f676-335a-ea11-a94c-00155d039e74&emdi=9d63ffbc-335a-ea11-a94c-00155d039e74&ceid=4606001>

Honduras. Le Conseil national de lutte contre la corruption (CAN) et le Forum social sur la dette extérieure et le développement au Honduras (FOSDEH) ont publié *Une estimation de l'impact macro-économique de la corruption sur le Honduras*. Il a déclaré que de 2014 à 2018 “plus de 10 milliards de dollars ont été volés au Trésor public par le biais d'une variété de mécanismes” et ce “chiffre a dépassé le budget de fonctionnement du gouvernement central en 2018 et représente 12,5% du PIB du pays” [produit national brut]. Dans une section méthodologie, le rapport indique que “les chiffres préliminaires estimés avec la plus haute rigueur technique proviennent de : a) les chiffres officiels dans le cas de la fuite des capitaux et de la fraude fiscale et b) des dizaines d'affaires examinées par le Conseil national anticorruption CAN, la Cour suprême des comptes TSC, ainsi que d'autres cas de la société civile et de la coopération internationale”. Il a également utilisé les statistiques d'InSight Crime et d'“autres organismes comme Interpol”, mais note qu'“il n'existe pas de statistiques officielles, internationales ou nationales sur les sources qui alimentent la corruption”. Des dizaines d'organisations internationales ont applaudi le rapport et appelé “le gouvernement hondurien à mettre en œuvre les recommandations” et assurer la sécurité du personnel de la CAN et du FOSDEH à la lumière des révélations troublantes détaillées dans le rapport”. https://www.wola.org/wp-content/uploads/2020/02/Public-Statement-on-CNA-and-FOSDEH-footnote-2_final.pdf ; <http://www.fosdeh.com/2020/02/presentaciones-y-nota-metodologia-del-estudio-del-impacto-macroeconomico-de-la-corrupcion-en-honduras/>

Inde. “La police indienne avait réuni des milliers d'enfants disparus et soumis à la traite avec leurs familles en utilisant une nouvelle application de reconnaissance faciale, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Dans l'état du sud du Telangana, la police a développé un outil qui “utilise une base de données centralisée de photographies et qui identifie jusqu'à 80 éléments du visage humain pour trouver une correspondance”. Elle est capable de “faire correspondre un million d'enregistrements par seconde et comprend un outil de recherche de nom qui peut se concentrer sur les parents ou le village de l'enfant disparu en utilisant la phonétique pour contourner le problème commun des noms propres étant mal orthographiés dans les dossiers”. Après avoir scanné “plus de 3 000 dossiers”, la police a pu réunir plus de la moitié des enfants avec leur famille. Un avocat spécialisé dans la protection de la vie privée a mis en garde : “Il est essentiel de savoir comment les données vont être collectées, pendant combien de temps elles vont [être] stockées, comment elles seront utilisées à l'avenir et, surtout, quand elles seront supprimées”. <https://news.trust.org/item/20200214094459-0zrgu/>

Parce que la nouvelle loi sur la citoyenneté “crée un chemin accéléré vers la nationalité indienne pour les migrants de six religions, à l'exclusion de l'islam”, les musulmans vivant en Inde craignent que leur statut de citoyen ne soit contesté et “se précipitent pour recueillir des actes de propriété, des records fonciers, des documents d'obtention de diplôme, des records d'électeurs et des certificats de naissance et

de décès au cas où le gouvernement les demanderait”, a rapporté le *Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/india-citizenship-registry-muslims-documents/2020/02/20/b543f242-4e92-11ea-967b-e074d302c7d4_story.html

Indonésie. La Coalition Internationale pour la Papouasie Nouvelle-Guinée a publié un rapport de 266 pages sur les droits de l’homme et la situation conflictuelle, le résultat de plus de deux ans de documentation extensive et de recherche” avec la contribution de 27 intervenants. Parmi les multiples recommandations, celle de collecter des statistiques “selon l’origine ethnique (papous autochtones et résidents papous non autochtones)” qui “donneraient un aperçu des inégalités existantes” et pourraient être à la base de stratégies provinciales spécifiques d’autonomie et de protection sociale. <https://humanrightspapua.org/hrreport/2020>

Israël. *Haaretz* a publié un article par un chercheur de l’Institut Akevot pour la recherche sur le conflit israélo-palestinien sur un “codicille secret relatif à un rapport” récemment publié par un comité gouvernemental de 1956, intitulé *Security Settlement and the Land Question*. “Le texte du codicille secret montre sans équivoque qu’une tâche importante du gouvernement militaire était d’agir comme un moyen de contrôler les terres de l’État jusqu’à ce que leur statut permanent puisse être régularisé et jusqu’à ce que, avec le soutien de l’État, la colonisation juive puisse commencer dans des zones autrefois arabes”. <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-secret-israeli-document-reveals-plan-to-keep-arabs-off-their-lands-1.8473226>

Mexique. Le Mexique a officiellement déclaré reporter 1006 homicides en 2019, mais selon le *Los Angeles Times*, ce chiffre est incomplet, parce que plusieurs états n’utilisent toujours pas la désignation”. Pourtant, il “marque un bond de 145% par rapport aux 411 cas en 2015. Cette augmentation dépasse considérablement l’augmentation rapide du taux global d’homicides dans le pays. Un éditorial pour le *New York Times Espanol* a déclaré: “Concevoir des politiques efficaces pour arrêter la violence contre les femmes au Mexique nécessite des données”. Les données disponibles “n’ont pas révélé l’énorme diversité des contextes dans lesquels la violence à l’égard des femmes se produit”. De plus, les dossiers de mortalité “ne documentent pas toujours” si le corps de la victime présentait des signes de violence sexuelle. “L’information pourrait aider à empêcher davantage de décès”. <https://www.latimes.com/world-nation/story/2020-02-14/in-mexico-case-of-murdered-women-inflames-debate-about-femicide>; <https://www.nytimes.com/es/2020/02/24/espanol/opinion/mujeres-mexico.html>

Mozambique. Un éditorial publié par la Fondation Thomson Reuters a déclaré que fournir des titres de propriété aux fermiers non seulement facilitent la résolution de conflits avec les voisins mais réduit aussi les départs de feu. “Dans un environnement toxique” de disputes avec les voisins au sujet des limites foncières, “lorsqu’un fermier décide de brûler son champ pour fertiliser et préparer les futures récoltes, il se peut qu’ils ne préviennent pas le voisin de leurs plans ou ne prennent pas soin à ce que le feu ne se répande pas”. <https://news.trust.org/item/20200216180819-f0eao/>

Népal. Le gouvernement a prolongé d’un an les mandats de la Commission Vérité et Réconciliation (CRT) et de la Commission d’enquête sur les personnes disparues forcées (CIEDP) d’un an à partir de la mi-avril. Le gouvernement a également décidé de créer des bureaux d’enquête spéciaux à Chainpur “pour le rétablissement des cartes et des bureaux d’enregistrement endommagés pendant le conflit” entre 1996 et 2006. Le CIEDP a ensuite annoncé la reprise des enquêtes sur 2 506 cas, y compris ceux dans lesquels le bataillon Bhairavnath de l’armée a été impliqué, a rapporté *MyRepublica*. “Dans le cadre d’enquêtes supplémentaires, un comité de dépistage de l’ADN a également été formé”. <https://www.nepal24hours.com/nepal-government-extends-term-of-two-commissions-on-transitional-justice/>; <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/ciedp-making-final-round-probe-into-disappearance-cases/>

Le gouvernement a annoncé que le recensement de juin 2021 permettra aux gens de d’identifier eux-mêmes ainsi que les membres de leurs familles comme homme, femme et autre (communauté sexuelle et de genre), a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <http://news.trust.org/item/20200203154809-2o0vs/>

Pays-Bas. Une cour a ordonné l’arrêt immédiat du système de surveillance automatisé pour détecter la fraude à l’aide sociale parce que cela violait les droits de l’homme,” a rapporté le *Guardian*. Le système était déployé en premier lieu dans les zones à bas-revenus où il collectait les données gouvernementales précédemment détenues séparément, telles que l’emploi, la dette personnelle, les records relatifs aux bénéficiaires, et les historiques liés à l’éducation et au logement” et les ont analysées en utilisant un

algorithme non dévoilé. <https://www.theguardian.com/technology/2020/feb/05/welfare-surveillance-system-violates-human-rights-dutch-court-rules>

Pérou. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a publié une déclaration à la fin de sa mission, au cours de laquelle il a rencontré 475 défenseurs. La "Coordinatrice Nationale des Droits de l'Homme" lui a dit que "depuis 2002, au moins 960 personnes ont été criminalisées dans le cadre de la défense et de la promotion des droits de l'homme. De ce nombre, 538 ont été criminalisés dans le contexte de protestations sociales". Il a noté une préoccupation particulière pour les défenseurs des droits de l'environnement et des peuples autochtones, et a déclaré que lors de sa rencontre avec le "secteur des affaires", il "a été choqué par l'utilisation de deux vidéos, pour généraliser et dépeindre les défenseurs des droits humains de l'environnement comme des individus manipulés par leurs avocats et conseillers, qui ont été présentés comme des criminels et des terroristes". Parmi ses recommandations, il y a lieu d'assurer "la reconnaissance juridique des terres ancestrales des peuples autochtones par la fourniture et l'enregistrement des titres fonciers". <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25507&LangID=E>

Sénégal. Archivistes sans Frontières France, répondant à l'appel de l'archiviste national du Sénégal, a condamné la destruction des archives de l'Organisation pour le développement de la rivièrè Sénégal (OMVS), brûlées durant une manifestation des pêcheurs recherchant les contrats de pêche. AsF-France a qualifié ce fait "agression contre un patrimoine commun d'intérêt pour les populations du Sénégal, du Mali, de la Guinée et de la Mauritanie." <http://archivistessansfrontieres.fr/Saccage-des-archives-de-l-OMVS>

Seychelles. *JusticeInfo.net* a rapporté que les familles demandent, "Pourquoi il n'y pas eu d'enquêtes et de poursuite au sujet de deux meurtres le 5 Juin 1977, le jour du coup d'Etat de France-Albert René ? Et pourquoi les deux familles n'ont jamais reçu de compensation du Fonds National ? Dans un témoignage devant la Commission Nationale d'Unité, Vérité et Réconciliation, le procureur général a déclaré, "il devrait être noté qu'à l'époque de l'incident, il n'existait pas de système pour enregistrer les cas." Il a dit que sa recherche pour les deux cas a été infructueuse." <https://www.justiceinfo.net/fr/commissions-verite/43839-commission-verite-seychelles-insaisissable-verite-morts-coup-etat.html>

Sri Lanka. Le Premier Ministre a annoncé que le gouvernement "se retirera du co-parrainage d'une résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU de 2015 appelant à enquêter sur les allégations de crimes de guerre commis pendant la longue guerre civile de la nation insulaire," a rapporté AP. Il a déclaré que "la résolution a permis à d'autres pays de blâmer les membres des forces armées sri-lankaises d'avoir violé les droits de l'homme". Au moins 100 000 personnes ont été tuées pendant la guerre civile qui a duré 26 ans. <https://apnews.com/266f76dc01d4cc376bb3f3f356304a01>

Taiwan. La Commission de Justice Transitoire a lancé "une base de données relative aux dossiers de la cour de presque 10 000 victimes de persécution politique lors la période de la loi martiale de 1949 à 1987, a rapporté CNA. Les noms des officiers militaires impliqués dans les procès des victimes sont inclus, mais "en raison de contraintes de temps et de budget, les documents tels que les dossiers d'arrestation et d'interrogatoire et les temps de prison servis par chaque individu n'ont pas été inclus dans la base de données. Il ne contient pas non plus d'informations sur les personnes qui ont été exécutées sans procès". Le directeur du Musée national des droits de l'homme a déclaré que la base de données "est une réfutation importante de l'idée que la période de la loi martiale de Taiwan était une époque de '10 000 victimes mais pas d'auteurs'". <https://focustaiwan.tw/society/202002260022>

La Commission a déclaré que les agences de sécurité et de renseignement était très probablement impliquées dans les meurtres de la mère de la militante pour la démocratie et de ses filles jumelles de 6 ans, mais la destruction des preuves clés a rendu difficile toutes conclusions définitives," a rapporté le *Taipei Times*. La Commission a qualifié l'enquête initiale sur les meurtres de "gravement entravée" et a déclaré que les principaux enregistrements de surveillance téléphonique du jour des meurtres avaient été "vidés". <http://taipeitimes.com/News/front/archives/2020/02/18/2003731178>

États-Unis. *The Intercept* a rapporté que les documents du FBI obtenus grâce à la Loi sur la Liberté de l'information montrent que depuis les années 1960 jusqu'à au moins 1978, le FBI avait un programme pour surveiller les scientifiques d'ethnie chinoise et les étudiants vivant aux États-Unis,

“bouleversant des vies et ouvrant la voie à des décennies de discrimination.” https://theintercept.com/2020/02/02/fbi-chinese-scientists-surveillance/?utm_source=The+Intercept+Newsletter&utm_campaign=a2c57e8920-EMAIL_CAMPAIGN_2020_02_08&utm_medium=email&utm_term=0_e00a5122d3-a2c57e8920-134379393

Le *Wall Street Journal* a rapporté que l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE) et la *Customs and Border Protection* (CBP) ont acheté à une société appelée Venntel “l'accès à une base de données qui suit des millions de téléphones portables et utilise les données dans le cadre de sa répression en cours sur les personnes non-documentées.” https://www.vice.com/en_us/article/v7479m/ice-is-using-location-data-from-games-and-apps-to-track-and-arrest-immigrants-report-says

Customs and Border Protection ont été désignées comme une “agence de sécurité”, selon une note interne du CBP obtenue par *The Nation*. Le mémo a déclaré: “Ce changement de politique protège désormais tous les noms des employés du CBP contre les réponses ultérieures aux demandes de la loi sur la liberté de l'information ou d'autres divulgations publiques pour les données des employés du CBP”. <https://www.thenation.com/article/politics/cbp-security-agency/>

Afin de bloquer l'application d'un calendrier de conservation permettant la destruction des records liés à la détention, créés et conservés par l'ICE, l'*American Civil Liberties Union* et les groupes de justice pour l'immigration ont soumis des demandes d'accès à l'information pour les records, ce qui a mis fin à la destruction immédiate. <https://www.jurist.org/news/2020/02/aclu-and-immigration-justice-groups-submit-requests-for-ice-detainee-documentation-before-it-is-destroyed/>

The Epoch Times a publié un article sur les vies perdues, des milliards gaspillés en raison d'échecs de gestion des documents gouvernementaux”. Il commence par dire que l'homme qui a tué 26 personnes dans une église du Texas en 2017 “avait utilisé des fusils qu'il n'aurait pas pu acheter” si l'Air Force avait envoyé son dossier d'enquête, de cour martiale et de prison au FBI. La majorité de l'article décrit les problèmes de gestion des documents électroniques et déclare que le logiciel officiel de gestion des documents certifié par le gouvernement ne fournit “guère plus que l'illusion de la gestion des documents”. https://www.theepochtimes.com/the-illusion-of-transparency_3234958.html/

Le Département de la Défense a annoncé qu'il a officiellement adopté une série de principes éthiques pour l'utilisation de l'Intelligence artificielle”. Les principes “s'appliqueront aux fonctions de combat et de non-combat” et “engloberont 5 grands domaines : responsable, équitable, traçable, fiable et gouvernable. <https://www.defense.gov/Explore/News/Article/Article/2094085/dod-adopts-5-principles-of-artificial-intelligence-ethics/>

Sachant qu'“une part substantielle” des records de décès dont la cause est un surdosage de drogue n'incluent pas d'informations sur “l'implication spécifique d'un médicament”, les chercheurs ont utilisé les enregistrements détaillés des causes multiples de décès du *National Center for Health Statistics*, 1999-2016, pour regarder les “surdoses de drogues non classifiées dans les records de décès américains... pour estimer le nombre de décès mortels d'opioïdes”. Ils ont examiné d'autres indicateurs dans les records médicaux, notamment les douleurs chroniques et la consommation antérieure d'opioïdes, et ont constaté que “71,8% des surdoses de drogues non classées entre 1999 et 2016 impliquaient des opioïdes”, ce qui fait le nombre total de décès dus à la consommation d'opioïdes est “environ 28% plus que rapporté” dans les comptes précédents. <https://doi.org/10.1111/add.14943>; <https://scitechdaily.com/opioid-crisis-may-be-far-worse-than-we-thought-thousands-more-lives-taken-each-year-than-reported/>

La bibliothèque Huntington a annoncé l'achat d'une collection de 75 manuscrits “documentant une enquête du XVIIIe siècle relative à un achat foncier ... qui a fraudé les Lenni Lenape [tribu]... de plus d'un million d'acres en Pennsylvanie.” <http://www.pasadenanow.com/main/the-huntington-acquires-archive-on-colonial-plot-to-defraud-native-americans-of-a-million-acres/#.XkcXgCMXAdU>

The Associated Press a rapporté que les Boys Scouts d'Amérique avaient déposé une demande de mise en faillite contre les poursuites “au nom de plusieurs milliers d'hommes qui disent avoir été agressés en tant que scouts par des scouts ou d'autres dirigeants il y a des décennies mais ne sont désormais éligibles à poursuivre en raison de changements récents dans leur les lois de prescription des États”. Entre 2012 et 2014, les organisations scouts ont été forcées d'ouvrir les archives, ce qui a conduit à ces poursuites. https://www.nola.com/news/business/article_faa4193a-5251-11ea-b84e-3f987fcd1371.html

Venezuela. “Des centaines de” documents soumis à la cour montrent qu’“au moins deux officiers accusés d’implication” dans le meurtre de deux hommes en mars dernier “ont purgé des peines de prison avant de rejoindre la Force d’action spéciale de la police nationale (FAES), un groupe formé il y a deux ans et demi”, a rapporté Reuters. “Les documents, qui comprennent des autopsies, des rapports balistiques, des témoignages d’officiers et des dossiers de personnel, montrent également qu’au moins trois autres membres du même groupe de la FAES qui ne sont pas poursuivis pour cette opération mortelle ont aussi leur propre casier judiciaire. Il est à la fois illégal et contraire à la politique de la police nationale pour les criminels d’appartenir à la FAES”.<https://www.reuters.com/investigates/special-report/venezuela-violence-police-faes/>

Publications. DigiCONFLICT (Digital Heritage in Cultural Conflicts), en coopération avec le Comité de rédaction de Santander Art and Culture Law Review, demande que des articles sur l’impact du virage numérique sur le droit et la politique du patrimoine culturel soient publiés à l’automne 2020. La date limite pour la présentation des manuscrits est le 30 avril 2020 à : saacreditors@gmail.com

L’Université Brandeis a lancé un “pôle linguistique, culturel et justice” en ligne pour explorer 1) les impacts de la diversité linguistique et culturelle sur les processus de justice pénale internationale, et 2) les droits linguistiques, y compris l’accès à une interprétation compétente, dans le contexte de la migration. <https://www.brandeis.edu/ethics/internationaljustice/language-culture-justice/index.html>

Good reads. *The Sedona Conference: The Sedona Conference Glossary*, eDiscovery & Digital Information Management, Fifth Edition. https://thesedonaconference.org/publication/The_Sedona_Conference_Glossary

Lectures recommandées: *La Conférence Sedona: Le glossaire de la Conférence Sedona, eDiscovery & Digital Information Management, Cinquième édition.* https://thesedonaconference.org/publication/The_Sedona_Conference_Glossary

Programme d’information de l’Open Society : *Organisations de la société civile et Règlement général sur la protection des données Conformité : défis, possibilités et pratiques exemplaires.* <https://www.opensocietyfoundations.org/publications/civil-society-organizations-and-general-data-protection-regulation-compliance>

Latin American Studies Association: *LASA Forum dossier sur la vérité, la justice et la mémoire.* https://forum.lasaweb.org/?fbclid=IwAR0AP8sGkMNP74VCOL8bjUgPumMA7yxNWy0gqZ_p1PfOadGC0_zAiDJ-tg8
https://ssir.org/articles/entry/how_philanthropy_can_help_lead_on_data_justice#

JD Supra: “Utilisation des données des appareils portables dans les litiges.” <https://www.jdsupra.com/legalnews/using-data-from-wearable-devices-in-88425/>

Le *New Yorker*: “Qassem Suleimani et comment les nations décident de tuer.” https://www.newyorker.com/magazine/2020/02/10/qassem-suleimani-and-how-nations-decide-to-kill?utm_campaign=aud-dev&utm_source=nl&utm_brand=tny&utm_mailing=TNY_Magazine_Daily_020320&utm_medium=email&bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=Auto_Subs&mbid=&utm_term=TNY_Daily

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

La Section des Archives et des droits de l’homme est reconnaissante au magazine d’archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* d’avoir géré la distribution des *Nouvelles du GTDH*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Ce bulletin est publié sous licence Creative Commons. N’hésitez pas à le faire circuler et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi Dubuisson)